

AGIR

Le journal
des communistes
à l'entreprise

Numéro 2 • 25 mai 2020

Edito

Répondre aux besoins de tous !

Les crises que nous traversons ont montré le besoin indispensable de services publics efficaces, en capacité de répondre aux besoins de la population.

En premier lieu bien sûr, celui de notre hôpital. Soumis à une cure d'austérité depuis 15 ans, celui-ci a montré combien il était au bord de la rupture. La lutte des urgences menée depuis un an était déjà le cri d'alarme. Les objectifs assignés à l'hôpital ne sont plus les soins des malades, mais les économies matérielles, la tarification à l'acte, l'économie de personnel. Cela ne marche pas en période normale, cela explose en période de crise.

C'est vrai de l'hôpital mais il en va de même pour l'école, La Poste, les transports, l'énergie, les services de l'Etat.



Frédéric Mellier

Membre de la commission
Entreprises et activité en
direction des lieux de travail
du PCF

Partout, les services publics ont été dépecés sur l'autel des logiques d'austérité pour offrir des marchés nouveaux au capital. Il y a urgence à combattre ces logiques et ouvrir un nouvel âge des services publics.

L'objectif principal doit être la réponse aux besoins de tous, de manière égalitaire. Ce nouvel âge des services publics démocratisés ouvrirait la page d'un nouveau développement de notre société, mettant le développement humain et le respect de la nature comme le but de leur activité. Cela exige d'orienter l'argent vers ces objectifs, d'articuler la production industrielle pour répondre à ces besoins. Rien ne viendra du gouvernement actuel, pas plus que des entreprises du CAC 40.

C'est dans notre action collective, luttes et construction politique que nous construirons ces nouveaux services publics. Chacun peut y prendre sa place.

AGIR se veut une publication utile à la réflexion et à l'action. Construisons là ensemble. Envoyez vos contributions, avis, critiques sur entreprises@pcf.fr

Ils ont contribué à ce numéro :

Aymeric Seassau, Pascal Joly, Frederic Mellier, Nicolas Marchand, Denis Durand, Christiane Caro, Christophe Grassullo.

Le siège de La Poste se félicite de sa gestion de la crise sanitaire !

IL N'Y A VRAIMENT PAS DE QUOI, NOUS AVONS ASSISTÉ AU NAUFRAGE DU SERVICE AUX USAGERS.

Arc-boutée sur sa logique de rentabilité financière, La Poste n'a pas voulu mettre en place un service minimum axé sur les besoins essentiels des populations. Pire, développant des partenariats avec les entreprises de vente en ligne, le dernier en date signé le 5 mai avec *Leboncoin*, elle priorise l'acheminement des colis de tous types.

Et pourtant, la fin du confinement ne signifie pas la fin de la pandémie et devrait inciter à la prudence.

Malgré de grands discours sur le maintien des salaires, des emplois, l'engagement à reporter les réorganisations pour l'année 2020 ; sous la férule de M. Wahl, président du groupe, La Poste poursuit sa restructuration à marche forcée.

Pour ces gens-là, le Covid-19 est une opportunité. Après des cafouillages, des improvisations, la mise en place nationalement courant mai d'une nouvelle organisation de travail va servir de test.

Elle permettrait, à terme, de supprimer des milliers d'emplois et ce, sans passer par les instances statutaires, par des négociations avec les organisations syndicales, le respect des accords, le CHSCT, les comités techniques...

S'appuyant sur l'aspiration du personnel à bénéficier de week-ends, le siège met en place une organisation qui accorderait 3 samedi de repos sur 4 pour le personnel de la distribution. Si la dé-banalisation du travail du samedi est positive, les conditions du report de la charge sur la semaine sont catastrophiques. L'annonce par les directions locales de l'objectif de 0 CDD, 0 intérimaire, 0 heure supplémentaire met La Poste dans l'incapacité à distribuer tout le trafic du lundi au vendredi.

La mutualisation des tournées, répondant ainsi à une préconisation de la Cour des comptes, signifierait la fin de la notion de titulaire de quartier à laquelle sont attachés les facteurs.

Mais cela ne suffit pas, s'appuyant sur l'accord avec l'Etat et l'Association des Maires de France, elle planifie le passage du facteur un jour sur deux.

Il y a une urgence à définir ce que pourrait être un service public postal, les missions, le statut de l'entreprise et de son personnel, les financements. La crise sanitaire a révélée de graves défaillances. La presse n'a pas été distribuée quotidiennement, mais de nombreux circuits relèvent des groupes de presse et fonctionnent avec un salariat payé à la tâche. Les colis sont distribués un quart par La Poste, un quart par ses sous-traitants, le reste par différentes sociétés, générant gabegie et mauvais service. Ces éléments nous conduisent à poser la question du retour à un monopole.

A contrario, les services à la personne mis en avant par La Poste se révèlent peu fiables et moins bien effectués que lorsqu'ils sont pris en charge directement par les collectivités locales et leurs agents.

La Poste privatisée a été incapable d'assurer ses missions de service public, incapable de protéger la santé et la sécurité des personnels comme des usagers. Il nous faut élargir le débat et poser la question de la réappropriation publique de l'ensemble des activités postales, avec pouvoir de décision aux élus, usagers et organisations syndicales.

Francis Fournier





Nasser Mansouri Guiliani,
Économiste, Syndicaliste CGT

MÊMES AFFAIBLIS, LES SERVICES PUBLICS TIENNENT LE PAYS DEBOUT

Les applaudissements de 20 heures révèlent la reconnaissance des citoyens à l'égard des soignants qui font face aux difficultés, malgré l'insuffisance de moyens résultant de quatre décennies de politique d'économies budgétaires, avec leurs effets néfastes pour les services publics et les travailleurs, particulièrement les plus démunis.

Au-delà de cet acte symbolique, l'Etat se doit de matérialiser cette reconnaissance par l'amélioration des conditions de travail et la hausse des rémunérations et des moyens du service public hospitalier.

La crise sanitaire révèle d'autres lacunes dans : l'enseignement et la recherche, les infrastructures de transports et de communication, etc.

Ainsi, de nombreux élèves issus de foyers modestes n'ont pas pu suivre convenablement voire pas du tout leurs études à cause de manque de moyens ou d'absence de réseaux à haut débit, ce qui a conduit à une hausse des inégalités sociales et territoriales. La réouverture des écoles met aussi en évidence l'insuffisance de moyens et notamment de personnel.

Autre exemple : alors que pendant le confinement les foyers modestes, vivant souvent dans des territoires délaissés, ont du mal à accéder aux produits de première nécessité, les plus aisés se font livrer chez eux, parce qu'ils en ont les moyens financiers et qu'ils sont plus à même de profiter des nouvelles technologies.

Les services publics protègent les citoyens et l'économie de la dictature de l'argent.

IL EST POSSIBLE DE DÉVELOPPER DES SERVICES PUBLICS DE QUALITÉ

Ces faits confirment la nécessité du développement des services publics de qualité, particulièrement dans les territoires délaissés par les libéraux car pas assez prometteurs pour la rentabilité du capital.

Pourquoi développer les services publics ? Parce qu'ils sont destinés à répondre aux besoins de la société et non à chercher la rentabilité financière ; parce qu'ils protègent les citoyens et l'économie de la dictature de l'argent. C'est aussi nécessaire pour sortir du productivisme et de la société de consommation, pour établir un nouveau mode de développement fondé sur la solidarité et le partage.

A-t-on les moyens d'atteindre cet objectif ? Non, selon la logique libérale. Oui, si l'on rompt avec cette logique néfaste. Plusieurs pistes complémentaires existent.

Agir sur la fiscalité : changer le système pour le rendre plus juste et plus efficace ; par exemple rendre l'impôt sur le revenu plus progressif, augmenter l'impôt sur les hauts et très haut revenus, surtout les revenus financiers.

Supprimer les dépenses publiques inefficaces. Chaque année l'Etat et les collectivités territoriales accordent aux entreprises quelque 200 milliards d'euros d'aides au nom de l'emploi et des investissements, sans résultats probants. Une partie de ces aides alimente finalement les dividendes et les marchés financiers. On pourrait supprimer les aides inefficaces et utiliser l'argent pour développer les services publics.

Mobiliser la Banque centrale européenne. Au lieu de suivre la logique des marchés financiers, des milliards qui sont injectés par la BCE pourraient financer les projets pour développer les services publics. Dans cette perspective un fonds européen pour le développement des services publics pourrait être créé.

Créer un pôle financier public. Les institutions financières dans lesquelles l'Etat a un pouvoir d'intervention (Banque de France, Caisse des dépôts, Banque postale, BPIFrance, etc.) pourraient coopérer pour développer les services publics.

POUR FINANCER LE DÉVELOPPEMENT DES SERVICES PUBLICS

Le PCF propose :

Il ne suffit pas de dire « *vive le service public* », il est urgent de définir les besoins de développement des services publics, de leur démocratisation et, question clé, avec quel financement. Celui-ci doit absolument échapper aux exigences de rentabilité des marchés financiers, du capital.

C'est pourquoi le PCF met au cœur de ses propositions la mobilisation des moyens du système bancaire et de la BCE avec un contrôle démocratique de leur utilisation.

Une donnée est désormais de notoriété publique : **la BCE peut accorder sans compter du crédit non seulement gratuit, mais même à taux négatif**. 3 000 milliards prêtés aux banques d'ici la fin de l'année, en plus de 1 000 milliards d'achats de titres sur les marchés financiers. Mais, comme après 2008, cette masse d'argent, accordée sans conditions ni contrôle de son utilisation, va être gâchée dans la course à la rentabilité, et non servir au développement social et humain.

Pour utiliser autrement ces moyens, les communistes, en France et en Europe, proposent **la mise en place d'un fonds de développement économique, social et écologique européen, financé par la BCE**. Cette nouvelle institution financerait des investissements démocratiquement élaborés, décidés, suivis et contrôlés dans chaque Etat membre de l'UE et visant à développer les services publics dans tous les domaines, à commencer par la santé, et à répondre à l'urgence écologique.

Le PCF fait une proposition visant une avancée immédiate dans ce sens, sans attendre que soient réunies les conditions politiques de la création d'un tel fonds : la création d'un fonds d'urgence rassemblant, par l'intermédiaire de la Caisse des dépôts (CDC), des fonds d'origine fiscale et des prêts de la BCE à taux très bas (-0,75 % ou moins), ou même des avances non remboursables. La CDC accorderait les prêts et se refinancerait, comme c'est possible, auprès de la BCE.

Une proposition qui peut être prise en main pour agir, à partir des besoins de service public.

**Pour faire le choix
de l'humain**

J'ADHÈRE



Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

E-mail : _____ Tél : _____